COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 3 DECEMBRE 1983 — N° 230 — PRIX : ANTILLES : 2 F, FRANCE : 3 F

Editorial

L ADMINISTRATION PRETE A PRENDRE UN TOURNANT REPRESSIF

Une jeune militante du MPGI est arrêtée par des policiers venus spécialement en renfort pour tenter de démanteler l'ARC. Des gardes mobiles en renfort qui arrivent progressivement. Deux militants du MPGI pourchassés par la police mais qui demeurent jusqu'ici introuvables. Deux cent cinquante kg d'explosifs dispersés par petits paquets entre la Guadeloupe la Martinique, la Guyane et la France (selon les calculs de France Antilles), arrestation pour la 3e fois d'un dirigeant connu du MPGI, intervention de ses collègues de travail pour demander des comptes aux policiers, perquisitions et fouilles qui continuent en différents points de la Guadeloupe. Découverte, dit la presse officielle, d'un prétendu camp d'entrainement à St-François, et d'une «retraite» à Goyave ! Procès d'un avocat nationaliste : il est accusé d'avoir affiché ses convictions démocratiques et nationalistes dans une manifestation contre la loi sécurité et liberté. Changement de méthode des policiers dans leurs enquêtes et leurs interrogatoires, quadrillage surprise de la ville de Pointe-à-Pitre, fouille de véhicules, appel du gouverneur-préfet en direction de la métropole pour renforcer ses moyens policiers et répressifs, tout cela montre bien l'évolution de la situation en Guadeloupe.

On n'arrête pas encore des gens par dizaines ou par centaines, le pouvoir colonial fait preuve encore de prudence, mais tous ces éléments que nous venons de citer marquent les débuts d'une situation nouvelle aux Antilles. La persistance du terrorisme commencé en 1979 malgré les arrestations, les procès, avec le soutien moral d'une fraction de l'opinion publique place, de façon indiscutable, le pouvoir colonial à un tournant de sa politique.

Aujourd'hui encore, en tenant compte de la réalité de la situation coloniale, en analysant les sentiments et les aspirations réelles des peuples de la Guadeloupe et de la Martinique, il peut encore mettre fin à la fiction juridique assimilationniste des «départements français» d'Outre Mer. Rien pour l'instant ne l'oblige à verser dans la violence coloniale, ouvrant ainsi une période de souffrances et de sacrifices pour les peuples des Antilles, mais allongeant en même temps la liste des crimes coloniaux et impérialistes commis par l'état français, toujours au nom de ce fameux assimilationnisme.

Dans l'Algérie de 1954, certaines paroles prononcées le 5 novembre par François Mitterrand, durent avoir une singulière résonnance : «L'Algérie c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne.» On sait ce qu'il en advint.

C'est le même langage que nous tiennent aujourd'hui Mrs Deferre et Lemoine. Les représentants du colonialisme français manquent singulièrement d'imagination. A 30 ans d'intervalle, ils sont prêts à rejouer le même drame. Juridiquement, l'Algérie, c'était la France, et aujourd'hui, juridiquement, tous les DOM et TOM sont la France.

Suite p. 2

GREVE MASSIVE A EDF MARTINIQUE

Depuis le lundi 28 novembre, les travailleurs d'EDF sont entrés en grève.

Ils réclament notamment l'embauche de personnel supplémentaire. Ils rappellent qu'à l'issue du mouvement de grève de l'an dernier la direction s'était engagée à embaucher 150 travailleurs et que ce chiffre s'est trouvé réduit à 32 suite à l'adoption du plan de rigueur !

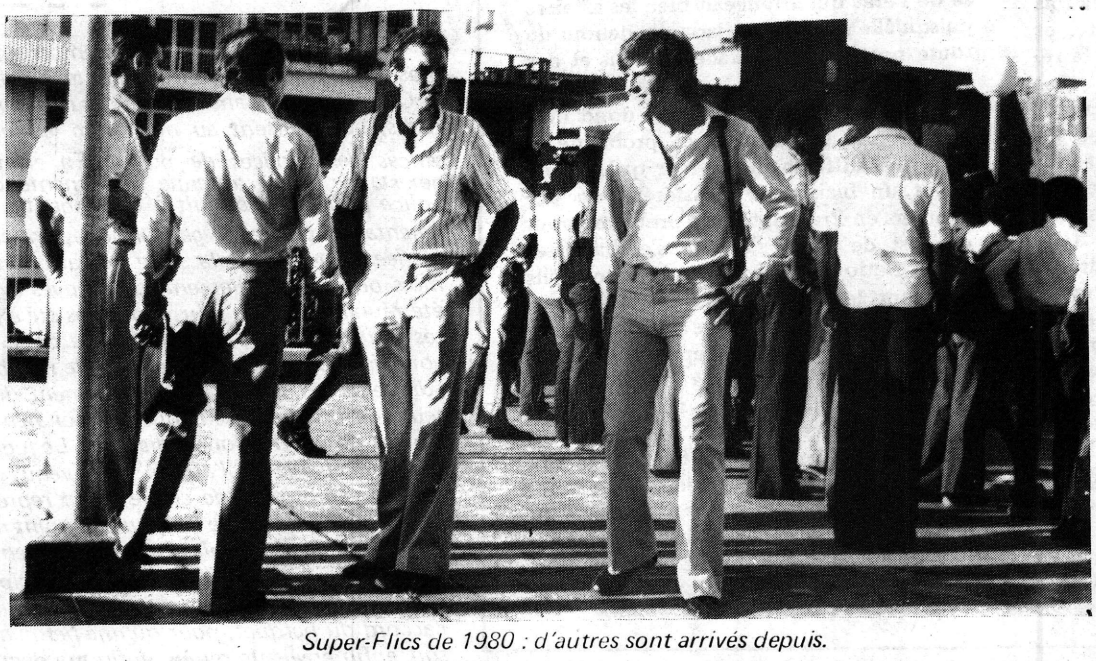
Il y a encore d'autres revendications comme l'amélioration des conditions de travail ou encore l'amélioration des services rendus à la clientèle (il faut parfois attendre plus d'un an pour obtenir un branchement sur le réseau).

Les grèvistes ont procédé à de nombreuses coupures de courant dans la journée. Ils remettent le courant le soir. Sont plus particulièrement visés les entreprises de la zone industrielle ou encore les grands hôtels de la Pointe du Bout, Club Méditerranée.

Si la population ne semble pas trop génée par la grève, les patrons, eux, crient au secours Ils accusent les grèvistes de mettre en péril l'économie du pays. C'est là le sens d'un communiqué sorti par les patrons des PMI et par les distillateurs de rhum . Ces messieurs semblent avoir trouvé là une nouvelle occasion de faire du bruit dans le but peut être d'intimider les grèvistes.

Mais ces derniers restent déterminés.

APRES LAILA, ARRESTATION DE SAFRANO ...
LA REPRESSION UNE AFFAIRE MENEE DANS LE FLOU ET LA CONFUSION....
POUR TROMPER LA POPULATION.



Super-Flics de 1980 : d'autres sont arrivés depuis.

Durant les 15 derniers jours, interpellations, gardes à vue, incarcérations se sont multipliées. Toutes ces mesures sont savamment accompagnées d'une véritable campagne d'«information» qui semble bien plus viser à faire passer dans l'opinion les versions du pouvoir colonial que de se soucier de l'information réelle de la population.

C'est ainsi que des radios d'état RFO, RCI cherchent à accréditer l'idée que l'animatrice de Radio Unité arrêtée il y a une quinzaine de jours aurait révélé un bon nombre d'éléments sur l'ARC. Cette information a été répétée à de nombreuses reprises sans aucune nuance, sans aucune réserve, les journalistes se permettant même d'en rajouter et de se transformer en donneurs de leçons. Un journaliste de la station RCI s'est même cru autorisé dans le bulletin d'information du 30 novembre au matin à porter un jugement public sur les méthodes de recrutement de l'ARC.

Mais à aucun moment, ces zélés informateurs n'ont eu à l'esprit de se poser des questions sur ce que pouvait être les «aveux» «les preuves» et autres éléments présentés comme sûrs par l'administration coloniale. Il ne se sont jamais posé la question de savoir si la version des pouvoirs publics n'était pas en grande partie construite pour faire diversion, semer le trouble dans les rangs anti-colonialistes et surtout dans la population.

Dans le même flot d'informations, il est fait mention de deux membres du MPGI dont Luc Reinette qui seraient en fuite.

Mais ces informateurs ne redisent pas qu'il y a une quinzaine de jours la maison de Luc Reinette a été littéralement mitraillée par une bande d'hommes armés. Quant à l'autre militant il aurait été personnnellement visé par un homme armé qui lançait des grenades lacrymogènes lors d'une manifestation contre l'incarcération de l'animatrice Laila le lundi 24 novembre dernier. Que ces militants sentant leur vie menacée prennent des précautions ne serait pas chose étonnante. C'est en tout cas la version présentée par Radio Unité version qui est écartée catégoriquement par les radios d'état.

D'un côté, un flou complice des autorités est maintenu sur l'objet des «mandats» concernant ces deux militants. Veut-on les arrêter ou les entendre ?

Sont-ils en relation réellement avec l'affaire des attentats et à quel titre ? Ou bien sont-ils en relation avec d'autres types d'affaires et ne serviraient une fois encore qu'à la propagande coloniale.

Toute ces questions restent pour l'instant sans réponse.

La nouvelle arrestation d'un dirigeant du MPGI, Max Safrano s'inscrit dans le même cadre.

Y a t-il un semblant, un début de preuve de la relation entre ce militant anti-colonialiste et les attentats des 14 et 15 novembre ? On n'en sait rien si ce n'est les affirmations des Journalistes. Il n'empêche qu'étant connu pour ses idées, Max Safrano a été interpellé sur son lieu de travail dans la matinée du 29 novembre dernier. Il serait écroué ou enfermé à la gendarmerie de Petit-Pérou ?

Le pouvoir colonial montre donc qu'il est décidé à réprimer. Il voudrait dans le même temps que ses méfaits passent le moins mal dans la population

Lors de l'arrestation de Safrano, plusieurs de ses collègues ont manifesté leur mécontentement, interpellant les hommes armés qui étaient venu s'emparer du militant et leur disant qu'ils n'avaient pas intérêt à lui donner des coups.

Cette première réaction est bien l'indice qu'une partie de la population n'est pas dupe des manigances policières de l'administration coloniale.

La tactique actuelle de l'administration c'est de tenter d'intimider certains militants du MPGI pour faire avancer leur enquête.

Les soupçons de Mr Miguet quand au MPGI et aux membres de l'ARC sont clairement avoués dans le texte publié par le Point.

Aujourd'hui, il ne fait pas de doute qu'en l'absence de preuves, ou d'éléments suffisants pour démanteler l'ARC, on en fabriquera. D'où la tactique actuelle qui consiste à semer la confusion, entretenir le flou et isoler certains militants.

Quelle sera alors la valeur des prétendues preuves (aveux, lettres, découvertes) sensationnelles dont la presse officielle se fait l'écho ?

Il serait étonnant que le peuple Guadeloupéen marche là-dedans.

SUITE DE L'EDITORIAL

Mais il se trouve que dans la France de la Martinique et de la Guadeloupe, il y a une minorité qui dirige, possède, qui est étrangère au peuple de ces îles. Et il se trouve que cela se voit : la minorité est blanche, et la majorité est noire .

Concernant les attentats de novembre 1954, qui marquèrent les débuts de ce qui devint plus tard la guerre d'Algérie, Mendès-France, déclarait : «Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle... Entre l'Algérie et la métropole, il n'y a pas de sécession concevable.» Et Mitterrand renchérissait : «Des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul parlement.» Et c'est bien le même Mitterrand qui se retrouve aujourd'hui en mesure d'ouvrir une nouvelle répression colonialiste, tout simplement parce que la gauche, aujourd'hui au gouvernement en France est une gauche lâche, domestiquée par la droite, et entièrement à son service. Il est à craindre, pour les peuples de la Guadeloupe et de la Martinique, que ces gouvernants de gauche feront tout pour ne pas être taxés de faiblesse par la droite. Les quelques paroles et promesses vaguement de gauche des périodes électorales, les socialistes les ont toujours oubliées quand ils venaient au gouvernement pour ne pas déplaire à la droite. Et pendant que le parti socialiste et le gouvernement amusent la galerie en faisant semblant d'attaquer les intérêts d'un grand magnat de la presse Mr Hersant, le même gouvernement s'engage dans trois opérations colonialistes et impérialistes, au Tchad, au Liban, et aux Antilles. Dans ces trois points du monde, jeunes soldats français, CRS, gendarmes, fonctionnaires français, enfin tous ceux qui représentent l'ordre colonial et impérialiste prennent des risques graves et inutiles. Car au fond, aucun d'eux n'a rien de personnel à défendre, ni au Tchad, ni au Liban, ni aux Antilles.

Les travailleurs antillais qui vivent en France ont un rôle particulier à jouer, ils doivent d'abord comprendre que nous entrons dans une période qui verra à la fois s'intensifier la lutte anti-colonialiste, et devenir problablement plus brutale la répression coloniale.

Ils doivent ensuite intervenir auprès des travailleurs français non pas en les considérant comme leurs ennemis et les ennemis de notre peuple, mais bien au contraire, comme des alliés possibles qu'il faut gagner à notre cause. Ceci est de la plus grande importance pour rendre moins pénible, moins longue, moins cruelle, la lutte que mènent ici les travailleurs.

Ce n'est pas parce que une minorité blanche et tout un milieu blanc privilégié à la mentalité coloniale et raciste, constitue la base de soutien des colonialistes, en Martinique et en Guadeloupe, qu'il faut considérer que tous les Blancs en France sont les ennemis du peuple noir des Antilles.

En France, il y a les exploiteurs, et les exploités. C'est un devoir impérieux pour les travailleurs antillais de l'émigration, de gagner par tous les moyens lesexploitésde France, à notre cause. Il faut leur dire que ceux qui exploitent les Antilles, ceux qui les ont dominées et pillées à travers les siècles, sont une poignée de capitalistes, du sucre, de la sidérurgie, des banques etc... qui ont nom Schneider, Cail, Boussac, Rotschild, Empain, d'Aubert et compagnie. C'est pour ceux là et pour quelques descendants de propriétaires esclavagistes qu'on a gardé les Antilles en tutelle coloniale.

Et aujourd'hui pour des questions de rapports politiques entre grands partis de droite et de gauche en France, pour maintenir un rôle de gendarme impérialiste dans le Tiers-monde, ceux qui gouvernent en France, bien qu'ils se disent de gauche mettent tout en place pour réprimer par la force les aspirations des peuples des Antilles.

Il est difficile de dire maintenant jusqu'où la situation actuelle va évoluer, ni avec quelle rapidité, mais on peut affirmer que la gauche au gouvernement a tout fait pour ignorer le problème colonial posé aux Antilles et en Guyane, et fait tout aujourd'hui pour écraser les sentiments nationaux qui se développent de plus en plus clairement en Guadeloupe et Martinique.

Quelles épreuves, quelles souffrances l'impérialisme français imposera-t-il au petit peuple des Antilles ? On ne peut que craindre le pire.

Déjà aujourd'hui, le fameux «état de droit» dont se gargarisaient les juges français et le ministre des DOM, risque de ne pas aller bien loin, car comme l'a dit un des représentants éminents de l'appareil judiciaire français aux Antilles, il sera difficile de juger les terroristes quand on les arrêtera. Parce qu'ici, chacun connait tout le monde, on connait les juges, on peut faire des pressions sur eux aux assises chacun connaîtra les jurés, on pourra faire des pressions sur eux et c'est bien embêtant parce qu'il n'y a plus de cour de sûreté de l'état qui arrangeait bien les affaires puisqu'elle siègeait à Paris en dehors de toute pression des Guadeloupéens et des Martiniquais.

Ces messieurs envisagent donc de trouver des solutions à ce problème. Il n'est pas difficile de deviner qu'ils cherchent un biais pour transférer leurs prisonniers en France, tout le problème pour eux est de savoir s'il vont s'embarrasser d'une fiction juridique ou de savoir s'ils mettront les Antillais devant le fait accompli. A moins qu'ils ne décident d'isoler les militants arrêtés depuis le moment de leur arrestation jusqu'à la fin du jugement en interdisant s'il le faut l'accès des salles d'audience au public.

Quoi qu'il en soit, tout cela ne pèsera pas lourd quand, exaspérée par les mensonges du pouvoir l'arrogance raciste du milieu blanc, la détérioration de la situation économique, la masse de ce peuple entrera en scène.

LE PROCES DE MAITRE EZELIN

LES JUGES DE BASSE TERRE

MIS EN ACCUSATION.

Lundi après midi à Basse Terre c'était le procès de Me Ezelin avocat au barreau de Basse Terre. Il était reproché à Ezelin d'avoir manifesté dans cette ville avec une pancarte réclamant l'abrogation de la loi sécurité et liberté, au nom du syndicat des avocats de la Guadeloupe.

Cette manifestation avait eu lieu après l'emprisonnement de deux syndicalistes accusés d'avoir fait des graffitis sur les murs du conseil général. Plusieurs organisations politiques et syndicales avaient participé à cette manifestation.

Le parquet reproche à Me Ezelin d'avoir manqué à son devoir de réserve en tant qu'avocat en participant à cette manifestation...

En réalité, il s'agissait purement et simplement de s'en prendre à un avocat connu pour ses opinions anti-colonialistes et qui a souvent l'occasion de défendre des militants syndicaux ou politiques opposés au pouvoir..

C'était aussi une manière de s'en prendre au syndicat des avocats de Guadeloupe et d'intimider par là même certains avocats qui à longueur d'année se battent avec les moyens dont ils disposent contre les abus du pouvoir en matière judiciaire .

En tout cas, Ezelin et les avoctas du syndicat ont voulu faire de ce procès, un procès qui montrait une fois de plus l'incroyable arbitraire qui règne dans ce pays. Un collectif de défenseurs à la fois guyanais, martiniquais et français venus tout spécialement pour la circonstance ont plaidé aux côtés de leurs confrères guadeloupéens, Me Hermantin et Me Christon. Tous devaient souligner que c'est en fait un procès d'opinion qui est intenté à Me Ezelin.

La salle d'audience était bien trop petite pour accueillir tous ceux qui étaient venus soutenir Me Ezelin. Seuls les avocats occupaient déjà toutes les places assises et la population, debout et autour de la salle, manifesta à plusieurs reprises sa solidarité avec l'inculpé.

Pour les juges de Basse-Terre donc, un avocat ne devrait pas manifester ses opinions ni refuser de répondre aux questions du juge d'instruction (ce qui était aussi reproché à Me Ezelin).

En tout cas, comme l'a dit Me Darsières, ils ont voulu un procès, eh bien ils l'ont eu ! Cinq plaidoiries ont fait s'écrouler tout leur édifice et face à une population outrée et choquée par ces atteintes directes à la liberté d'expression !

Le jugement sera rendu dans 15 jours ou trois semaines selon le président du tribunal.

MIGUET PREFET DE LA GUADELOUPE VEUT INTENSIFIER LA CHASSE A L'ARC

Le journal le Point du 28 novembre 1983 publie des extraits d'un «message confidentiel et codé» adressé au ministère de l'intérieur au début du mois. C'est à dire avant les attentats du 14 novembre.

On y apprend un certain nombre de choses, mais ce qui ressort essentiellement de ces extraits' c'est qui ici, comme autrefois en Indochine, en Algérie la seule réponse que les socialistes au gouvernement entendent donner à la situation coloniale en Guadeloupe, c'est de perfectionner leur appareil répressif.

Vous pourrez vous en rendre compte en lisant les extraits ci-dessous qui seraient dus à la plume de Mr Robert Miguet, préfet de la Guadeloupe.

- - - - - - - - - - -

«Le contexte actuel des attentats par explosifs en Guadeloupe s'apparente à celui de la Corse il y a dix ans : action des indépendantistes, qui utilisent au maximum les insuffisances des services de police. En effet, l'inexistance d'une antenne permanente de la police judiciaire conduit à des enquêtes fragmentaire, police et gendarmerie, rarement menées à terme. A la suite des attentats du mois de mai, des éléments de preuves avaient été réunis qui, à ce jour, n'ont pas été exploités à fond (...)» «Les services de police ont connaissance de la participation de nombreux adhérents du MPGI à l'entrainement de poseurs de bombres, sans que ceux-ci aient fait l'objet de vérifications judiciaires. Le juge d'instruction chargé de l'affaire est revenu, après soixante-cinq jours de congé, pour reprendre une affaire qui semble toujours au point mort. J'ai demandé une implantation permanente de la police judiciaire décidée en principe en juillet, non encore effective... J'insiste, avec l'accord du parquet, pour qu'une permanence soit enfin créée. Je réitère enfin ma demande d'augmentation importante des fonds destinés à traiter les informateurs. Il conviendrait également d'affecter en Guadeloupe, comme je l'ai plusieurs fois demandé, des commissaires de police qui prennent au sérieux ces manifestations violentes, faute de quoi on risque d'assister à la même évolution qu'en Corse.

Sur le fond, le préfet de la Guadeloupe conclut : « L'état actuel de la dégradation de la sécurité publique n'est pas encore irréversible mais toute attente risque de contribuer à une aggravation qu'il sera difficile de maîtriser. A noter que, pour cette fois, ces attentats ont entrainé des protestations non seulement d'élus, mais d'habitants sans mandat, ce qui semble constituer un précédent et témoigner dans la population d'un début timide de rejet. A noter aussi que l'équipe des poseurs de bombes utilise quelques mercenaires, et que le stock d'explosifs dérobé en 1982 pourrait avoir été réparti par petites quantités à la garde de nombreux militants. Ces affirmations fragmentaires mais de source sûre amènent à constater que le MPGI et l'ARC se structurent en profondeur. Et qu'il est urgent de mettre en Guadeloupe, pour une durée limitée, des moyens en personnel renforcés».

LIBAN, TCHAD,... ANTILLES. LA GAUCHE AU POUVOIR AUJOURD'HUI AUSSI VA-T-EN GUERRE QU'AUTREFOIS.

Toutes les troupes françaises ne sont pas en France, elles sont aux quatre coins du monde, au Gabon, en Centre-Afrique, en Océanie, au Liban, en Amérique centrale (dans la Caraibe) et au Tchad.

Que défendent les troupes françaises aussi loin de «l'hexagone» ? Les intérêts économiques de quelques grands capitalistes, le prestige vacillant d'une ancienne puissance coloniale décadente, son droit à compter parmi les gendarmes impérialistes du monde aux côtés des USA, de la Grande-Bretagne, d'Israël, etc... tous défenseurs du monde dit «Libre» !

Au Liban, l'aviation française, «force de paix», éminement pacifique, comme on le sait a bombardé le site de Baalbeck, faisant des dizaines de morts. Et on a vu ensuite des crapules qui se disent socialistes, comme Charles Hernu, venir à la télévision pour justifier le raid des avions super-étendard français. Comme ils justifieront ici, demain aux Antilles, les fouilles systématiques, le bouclage des quartiers, les arrestations arbitraires. Le préfet «socialiste» Miguet ne nous a-t-il pas prévenus : comme il sera difficile de trouver les armes, les explosifs, qui seraient aux mains de l'ARC, il a fait demander des troupes françaises supplémentaires pour fouiller le pays. Et à la crapule Hernu succèdera une autre crapule pour justifier les opérations militaro-policières de l'impérialisme français.

Comment les militants de la minorite de gauche du parti socialiste ne se sentent-ils pas mal à l'aise d'être dans le même parti que des gens qui dirigent, comme Hernu, les forces d'extermination de l'impérialisme français contre des peuples opprimés ? Hernu, Lemoine, Mitterrand, ne sont pas plus socialistes les uns que les autres. Et ce n'est pas la première fois que des socialistes de cette espèce gouvernent la France. Aujourd'hui, ils bombardent a Baalbeck, leurs policiers interrogent à Pointe-à-Pitre, leurs juges soupçonnent Cuba d'aider les terroriste Antillo-Guyanais etc... Autrefois ces mêmes socialistes (Mitterrand y était déjà) bombardaient Haï-Phong, c'était le début de la guerre d'Indochine !

Contre les Tunisiens, il y eut le bombardement de Sakiet, comme il y eut aussi l'expédition de Suez dirigée, contre le peuple égyptien . Et contre le peuple algérien les ratissages, tortures, emprisonnements etc...

Alors aujourd'hui, la jeunesse antillaise, pas plus que celle de France n'a rigoureusement aucun intérêt à mourir pour les intérêts de la bourgeoisie française, ni au Liban, ni au Tchad, ni ici.

La seule lutte qui vaille la peine aujourd'hui de s'y engager, c'est la lutte pour le socialisme lutte qui va de pair avec celle qui met fin à l'exploitation capitaliste.

MARTINIQUE :

CONTRE L'AUSTERITE, CONTRE L'ARROGANCE PATRONALE PREPARONS NOUS A LA LUTTE.

Les feuilles d'impôt font leur apparition, et ça tombe dru. Avec le plan d'austérité et le nouveau budget, il faut remplir les caisses de l'état et les sommes exigées sont considérablement plus élevées que l'an passé. Dans une semaine, il faudra avoir payé la vignette, elle aussi en augmentation. Et dans tous les foyers, c'est le moment de faire et de refaire les comptes. On s'aperçoit que ça sera plus difficile cette année que l'an passé.

Mais si nous travailleurs ressentons l'austérité, on n'entend pas le même son de cloche chez les riches, les capitalistes. Eux qui ne manquent pas de crier qu'on les dépouille à la plus petite égratignure, se taisent. Les hausses d'impôt ne les ont pas touchés, eux. L'austérité ce n'est pas pour eux, c'est pour nous. Car les arguments de la gauche qui disait vouloir plus de justice sociale (c'était avant qu'ils n'arrivent à la mangeoire) ont laissé bien place à la réalité : on nous pressure encore plus pour remplir les coffres-forts des riches.

Et pendant ce temps, que font ceux-ci ? Encouragés par l'attitude du gouvernement, ils montrent les dents. Leur arrogance est sans bornes, comme le montrent deux conflits. A la Maintenance, ils ont licencié une travailleuse pour refus d'obéissance malgré les protestations et la grève des employés à l'aéroport.

Au Méridien, c'est 17 travailleurs qu'ils ont décidé de licencier, y compris toute la direction de la section du syndicat CDMT. Et dans ce conflit, ils ont reçu l'appui de la Préfecture qui a envoyé ses gendarmes contre les grévistes et favorisé la réalisation des plans patronaux.

Et il y a d'autres exemples encore, comme à la cafétéria du Monoprix, où on doit licencier 7 travailleurs, ou encore à Duquesne où des licenciements sont en cours.

Face à cela, il y a déjà eu un début de riposte, comme lors de la grève générale qui s'est déroulée le jeudi 24 Novembre et où un millier de travailleurs au moins ont manifesté à Fort-de-France. C'est aussi le cas de l'EDF où les travailleurs sont en grève illimitée pour exiger entre autre l'embauche de personnels supplémentaires.

Cela montre donc que parmi nous il y a un mécontentement suffisamment grand. Cela montre que pour beaucoup d'entre nous, on se rend compte que gouvernement de gauche ou pas, les affaires ne vont pas bien et que si nous voulons que cela change, il faut se battre.

Alors, puisque c'est comme ça, c'est à nous-mêmes de prendre en mains nos propres affaires. C'est à nous de nous retrouver, de discuter entre nous, afin de faire le compte de tout ce qui ne va pas et de nous organiser pour contraindre gouvernement et patronat à satisfaire nos revendications.

Oui, il est possible qu'aujourd'hui nous nous rassemblions pour préparer la riposte nécessaire à l'arrogance patronale et aux attaques du gouvernement qui agit uniquement au bénéfice des patrons.

Et si nous constatons, comme c'est bien souvent le cas, que les directions syndicales ne veulent pas mener cette lutte, alors, il nous faut nous tenir prêts à agir sans elles.

Autrement, il n'y aura pas de limites aux attaques gouvernementales, il n'y aura pas de limites à l'arrogance patronale, pas de limite aux licenciements, aux provocations anti-ouvrières, à la baisse de notre niveau de vie. Nous ne pouvons empêcher cela qu'en menant la lutte la plus large, la plus énergique, la plus résolue possible contre les capitalistes et leur état. Il faut s'y préparer dès maintenant.

Le plus tôt sera le mieux.

MARTINIQUE :

GREVE DU 24 NOVEMBRE CONTRE LES PLANS PATRONAUX.

La direction du Méridien avait décidé la réouverture de l'hôtel aux clients pour le 3 décembre, réouverture se faisant bien entendu sans les licenciés.

D'où l'appel à la grève pour le jeudi 24 novembre, lancé par les syndicats.

Au départ seules appelaient à la grève la CDMT, la CSTM et l'UGTM. Puis un certain nombre de syndicats enseignants le SNES, le SNETAA (enseignement technique) le SMPE-CGTM, ainsi que le syndicat des Banques rejoignaient le mouvement, certains pour une demi -journée, d'autres pour une heure. La CGTM et le SNI quant à eux déclaraient apporter leur soutien au mouvement. Quoi qu'il en soit, c'est plus d'un millier de personnes qui ont défilé le jeudi matin à Fort-de-France pour condamner l'arrogance patronale et la scélératesse des patrons du Méridien.

En tête venaient les employés du Méridien, puis des autres hôtels de Martinique , PLM, Novotel Bakoua, quelques travailleurs du Restaurant la Baie D'Along qui viennent de gagner une grève de plusieurs mois contre les licenciements.

Quelques syndiqués CGTM étaient présents dans la manifestation : une trentaine d'hospitaliers, d'autres de la Métallurgie ou de la Sécurité Sociale, ou encore du CFPA Trinité, les syndicats enseignants venaient après, ainsi qu'une centaine de syndiqués de l'UGTM et une cinquantaine de membres de la CSTM.

C'est une manifestation dynamique qui a traversé les rues de Fort-de-France, et à voir le tonus des manifestants, chacun avait le sentiment que l'affaire du Méridien n'en resterait pas là. D'ores et déjà, on peut dire que les patrons du Méridien n'ont pas gagné leur pari qui consistait à isoler les travailleurs de l'hôtel pour mieux pouvoir se débarasser d'eux'

Pour l'instant les travailleurs attendent les résultats de la décision de l'Inspection du travail avant de prendre de nouvelles dispositions

Mais il reste que seule une véritable campagne et une mobilisation importante des travailleurs feront reculer les patrons du Méridien

Signalons que le Méridien appartient à Air France en grande partie qui elle même est contrôlée par le gouvernement. Donc le «camarade» Fiterman aurait son mot à dire. Il faut donc lui faire entendre très fort ce que veulent les travailleurs du Méridien et de toute la Martinique.

MARTINIQUE :

MERIDIEN : L'INSPECTION DU TRAVAIL SOUTIENT LES PATRONS

L'inspection du travail a décidé de donner gain de cause au patron de l'hôtel Méridien en autorisant le licenciement de 4 des responsables syndicaux sur les 7 sanctionnés. Les 10 autres travailleurs licenciés non couverts par un mandat syndical demeurent licenciés.

C'est une prime donnée une fois de plus à la scélératesse patronale.

Au moment où nous écrivons, nous n'avons pas les réactions des travailleurs du Méridien. Mais il est fort possible que l'affaire n'en reste pas là.

GUADELOUPE .

GREVE DES TRAVAILLEURS DES STATIONS ELF A LA JAILLE.

Sur la route de la Jaille il existe deux stations d'essence l'une en face de l'autre. Ces stations ELF appartiennent à D. AUDEBERT qui emploie 14 personnes. M.Hector Tassilingon homme de confiance d'Audebert, gère les deux stations en dictateur musclé. Car il faut dire que ce monsieur n'y va pas de main morte

Alors qu'un des travailleurs l'informait qu'il était syndiqué en lui montrant sa carte syndicale, il lui prit celle-ci et la déchira en plusieurs morceaux.

Le travailleur en service est pour Tassilingon responsable de tout incident survenu sur l'aire de la station. C'est ainsi qu'il y a quelque temps, un automobiliste abîma un store de la station en faisant marche arrière avec son véhicule, et bien, M. Tassilingon a amputé le salaire du travailleur qui était de service ce jour-là du montant de la réparation du store.

Il arrive que certains travailleurs reçoivent leurs fiches de paie avec 100 ou 200 francs après amputation. Il y a en même qui doivent verser une centaine somme à Hector Tassilingon pour payer des dégats occasionnés à leur insu et qui s'avèrent supérieurs à leurs salaires.

Le respect de la législation du travail n'étouffe pas H. Tassilingon. La journée de travail chez lui tourne autour de 12 heures et les heures de travail supplémentaires ne sont pas payées et ainsi rentrent dans le temps normal de travail . C'est ainsi qu'un travailleur qui termine normalement son travail à minuit doit surveiller la station jusqu'à 5 heures et demie le lendemain matin comme l'exige Hector Tassilingon. Ceci est d'autant plus grave qu'il n'y a pas très longtemps, un des travailleurs qui surveillait la station après sa vacation, comme l'exige de lui ce petit chef, a été attaqué par des gangsters qui l'ont poursuivi jusque dans la zone de Jarry car il était arrivé à leur échapper mais avait vu leurs visages.

Voilà en quelques mots, les raisons pour lesquelles les travailleurs des pompes ELF de D. Audebert à la Jaille ont décidé, par l'intermédiaire de leur syndicat UGTG, de demander audience à leur patron afin de discuter de tous ces problèmes graves et de trouver une solutin pour l'amélioration des conditions de travail. Le patron leur a imposé une fin de non-recevoir.

C'est ainsi que, depuis près de quinze jours, les travailleurs ont entrepris une grève dans ces deux stations d'essence.

Les travailleurs des stations ELF de la Jaille vont sans doute tenir bon jusqu'à faire céder Audebert et son acolyte Tassilingon. Depuis qu'il commence à avoir mal, celui-ci va jusqu'à passer chez les parents des travailleurs afin de faire pression sur eux pour qu'ils poussent maris ou fils à reprendre le travail. Petit fils d'esclavagistes, D. Audebert a bien appris la leçon à Tassilingon, ce petit chef musclé.

Nous apportons notre soutien à ces travailleurs.

SAINTE-ROSE - LAMENTIN :

SEUL LE COMBAT NOUS ENLEVERA , NOUS, TRAVAILLEURS, DES GRIFFES DE LA MISERE

Il y a deux semaines de cela, sur une plantation de cannes de la SAFER à Belcito (Sainte-Rose), des ouvriers agricoles qui s'apprêtaient à travailler, se sont trouvés face à un groupe de travailleurs qui avaient occupé le terrain. Ces occupants demandaient aux ouvriers agricoles de quitter la plantation et de leur laisser le terrain qu'ils estimaient le leur.

Ce conflit, s'est terminé après le refus des ouvriers agricoles de laisser leur travail.

Ces incidents qui éclatent entre nous travailleurs, traduisent la gravité de la situation dans notre région de Lamentin, Sainte Rose. Le chômage nous touche profondément dans notre chair. Le travail est si rare que les patrons cherchent à nous exploiter encore plus férocement. Les maigres ASSEDIC que certains d'entre nous perçoivent sont progressivement supprimées.

La lutte que certains d'entre nous ont déjà entreprise en occupant les terres est bien la preuve, que nous sommes pas prêts à baisser les bras.

Nous voulons vivre dignement.

Notre lutte, travailleurs en activité, travailleurs en chômage, nous permettra d'y arriver.

BASSE-TERRE :

"CONSOMMER LOCAL" UNE NOUVELLE MISE EN SCENE DE MICHAUX CHEVRY

Le dernier cheval de bataille de Michaux Chevry ces jours-ci c'est la défense des produits locaux. Elle lance à grands cris qu'il faut consommer «guadeloupéen».

Michaux Chevry se rendrait-elle compte subitement que la production locale est étranglée par les importations massives constituées en grande partie de produits alimentaires, et que le déficit de la balance commerciale de la Guadeloupe créé par ce déséquilibre économique augmente d'année en année ?

Entre 1982 et 1983, ce déficit a augmenté de 26 % selon les services de statistiques et a été évalué à 920 millions de francs.

Est-ce ces derniers chiffres qui auraient inquiété Michaux Chevry à tel point qu'elle lance des cris d'alarme ?

Mais comment mettre un frein à cela sans toucher aux intérêts des privilègiés qui sont justement les amis de Michaux Chevry ?

LEP.CAPESTERRE BELLE EAU :

LES ELEVES VEULENT TRAVAILLER

Grève vendredi 25 novembre, assemblée générale avec les parents le samedi, les élèves du LEP de capesterre s'agitent. Ils veulent travailler normalement. Ils veulent que les administrations du rectorat et de l'inspection du travail leur donnent les moyens leur permettant de travailler.

En effet suite à la mort par électrocution d'un élève dans ce LEP, l'année scolaire précédente, l'inspection du travail a interdit aux élèves de moins de 18 ans, non munis d'une dérogation de manipuler des machines prétendues dangereuses. Ces dérogations ne peuvent être délivrées que par des médecins de cette administration. Mais voilà, depuis la rentrée le médecin ne s'est pas présenté au LEP et aucune dérogation n'a pu être délivrée. Des élèves qui ont des examens en fin d'année ne peuvent manipuler.

Ni le rectorat, ni l'inspection du travail ne s'activent pour résoudre ce problème. Les professeurs ont proposé que le rectorat accorde aux élèves une dérogation temporaire, en attendant la venue du ou des médecins qui accorderont la dérogation définitive.

Les élèves ne sont plus décidés à rester passifs. Ils estiment qu'ils ont déjà perdu deux mois, cela suffit. Ils exigent que le rectorat, l'inspection du travail leur donnent un minimum de moyens pour étudier.

GARAGE VIVIES : LES TRAVAILLEURS ONT REPRIS LE TRAVAIL APRES AVOIR FAIT PLIER VIVIES

Après 18 jours de grève les travailleurs du Garage VIVIES ont repris le travail la tête haute.

En effet, s'ils n'ont pu obtenir que leur camarade licencié au retour du service militaire soit réembauché au Garage VIVIES même, ils ont obligé VIVIES a lui trouver un travail

ELLAPIN ne sera donc pas au chômage et en aucun cas n'aura un salaire inférieur à celui qu'il touchait chez Viviès.

Sur les autres points de revendication, Christian Viviès a cédé. Il organisera les élections de délégués en liaison avec le syndicat et a accepté de discuter du programme de revendications.

Ce ne sont ni les gendarmes envoyés par Viviès, ni les menaces qui ont pu briser la combativité des travailleurs.

Viviès sait maintenant qu'il ne pourra plus licencier et tourner le dos avec dédain aux revendications des travailleurs sans se heurter à une farouche opposition. Comme on le voit la lutte a payé !

NICARAGUA : EN PERMANENCE SUR LE PIED DE GUERRE.

Tout le pays est dans l'attente d'une invasion américaine. Des tranchées sont creusées, des stocks de nourriture et de médicaments sont constitués. La télé, les journaux, la radio donnent des cours de manipulation d'armes ainsi que des conseils pour se défendre le mieux possible en cas de bombardements.

Bref on se prépare sérieusement dans toutes les grandes villes du Nicaragua à repousser une attaque des troupes américaines et de leurs alliés.

Ces préparatifs ne sont pas superflus ni excessifs. IL faut savoir que c'est une habitude américaine d'envahir ce pays. Depuis 1853, il a été envahi pas moins de cinq fois par la soldatesque américaine. Reagan et ses généraux peuvent estimer que le moment est arrivé de réaliser la sixième. Les politiciens américains considérent tout le continent américain comme leur chasse gardée. Ils se sont attribué le rôle de gendarme, de juge. Ils veulent décider de tout pour ces régions. Ils espèrent maintenir ce continent sous leur coupe et continuer à maintenir leur exploitation et leur pillage par les capitaux américains. Pour cela le Nicaragua les gêne. Sans être des révolutionnaires socialistes les dirigeants Sandinistes soutenus par la population tentent d'organiser le pays à leur manière, à le rendre moins dépendant de l'impérialisme. Cette politique déplait fortement à Washington, qui voit dans le Nicaragua un mauvais exemple pour les peuples d'Amérique Centrale et du sud, Reagan fait tout et même est prêt à intervenir pour renverser le régime Sandiniste de Managua.

En 2 ans il a accumulé un formidable arsenal aux frontières nord et sud du Nicaragua. Il a réorganisé, armé et encadré aux frais du trésor américain, les armées du Honduras et Costa Rica. 5000 hommes de troupe américaines sont stationnés en permanence au Honduras. Dans le même sens Reagan finance des dizaines de milliers d'anciens gardes Somozistes qui font de la guérilla dans le nord du Nicaragua.

Pourtant Managua à tout fait pour parvenir à un accord avec les USA, avec les capitalistes américains. C'est ainsi qu'à maintes reprises les dirigeants Sandinistes, se sont déclarés prêts à discuter, à négocier avec les USA, le Honduras, le Costa-Rica. Reagan a refusé. Managua a accepté toutes les résolutions proposées par un groupe de pays dont le Mexique qui milite pour la paix en Amérique Centrale. Reagan les a rejetées. Pour mettre les capitalistes de son côté, Managua, a payé régulièrement ses dettes mais cela n'a pas fait diminuer l'hostilité de l'administration américaine contre le Nicaragua. Les Sandinistes ont proposé la semaine dernière que les USA se retirent du Costa-Rica et du Honduras, qu'ils arrêtent le financement des groupes contre révolutionnaires, en contre partie les Sandinistes s'engagent à renvoyer tous les conseillers étrangers travaillant au Nicaragua et à ne plus soutenir la guerilla à San Salvador. Rien à faire Reagan ne se laisse pas ébranler.

Bien au contraire, depuis le 18 novembre les Américains ont entrepris des manoeuvres militaires avec l'armée du Honduras. Manoeuvres qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à des préparatifs d'intervention au Nicaragua. D'où les précautions prises par Managua

Certains journalistes estiment que Reagan n'a pas l'intention d'envahir ce pays actuellement. Leur conviction se fonde sur le risque élevé en cas d'intervention américaine d'une guerre très longue. Ceci à un an des élections présidentielles américaines. Pour eux Reagan entretient la tension aux frontières de ce pays pour obliger ses dirigeants à maintenir les jeunes gens dans l'armée et dans la milice. Privée de bras, l'économie du pays s'essoufflerait, la population s'épuiserait. Alors à ce moment le peuple du Nicaragua serait vaincu plus aisément.

Washington exerce des pressions intolérables sur ce pays.

Ces agissements américains à l'égard de ce pays préfigurent l'attitude de l'impérialisme vis à vis de tous les peuples de cette région qui tenteront de se dégager de l'emprise du capitalisme américain.

QUAND LES BLANCS S'ORGANISENT CONTRE LES NOIRS.

Mardi matin, quelques jeunes diffusaient un tract signé : Comité pour la Guadeloupe française» au centre ville de Pointe-à-Pitre. Ce tract prend position contre l'indépendance de la Guadeloupe, et la plupart des jeunes diffuseurs étaient des Blancs.

Cette prise de position anti-indépendantiste rappelle la création, dernièrement d'un comité intitulé «Comité pour une Guadeloupe Paisible», dont un communiqué a été diffusé sur les ondes de plusieurs radios ainsi que dans le journal «France-Antilles» : Ce «Comité pour une Guadeloupe paisible» s'est également adressé au procureur de la république ainsi qu'à la présidente du conseil général, Michaux Chevry, et au Préfet Miguet.

Dans son communiqué, le «Comité pour une Guadeloupe paisible» se déclare prêt à lutter par les armes contre les indépendantistes, et menace nommément de mort un certain nombre de personnes, des travailleurs, des enseignants, des journalistes, qui ont des opinions anti-colonialistes,dont certains sont membres d'organisations anti-colonialistes, et d'autres ne sont membres d'aucune organisation.

Parmi les anti-colonialistes cités dans le communiqué du Comité, se trouvent deux membres du MPGI, Luc Reinette et Max Safrano.

Le dit comité reproche aux autorités leur passivité vis à vis du mouvement anti-colonialiste et de ses représentants. Pour ses membres toute personne qui prend position pour l'indépendance doit être éliminée. Ils déclarent que leur résolution est une riposte à l'action de l'ARC, Pour eux, toute personne anti-colonialiste est considérée comme un membre de l'ARC ou liée à l'ARC.

Ces prises de position, celle des jeunes Blancs qui diffusaient le tract du «Comité pour la Guadeloupe française», comme celle du «Comité pour une Guadeloupe paisible», sont manifestement racistes.

Ces jeunes Blancs et leurs ainés s'organisent pour s'opposer aux aspirations de Guadeloupéens à l'indépendance de leur pays. Cette mobilisation rappelle celle des Blancs esclavagistes qui s'organisaient eux aussi pour se livrer à la chasse des nègres marrons révoltés qui voulaient en finir avec l'esclavage. Ce que les Blancs qui participent à ces comités défendent aujourd'hui, c'est leur domination sur la Guadeloupe, leurs privilèges, leurs richesses et leurs propriétés tout comme les Blancs esclavagistes.

Ils s'inquiètent de voir leur domination remise en cause et s'organisent pour lutter contre les Noirs.

La marina : le ghetto luxueux des Blancs.

Parmi les Guadeloupéens, il y a des gens qui sont pour l'indépendance, d'autres qui y sont opposés. Mais ces prises de positions différentes sont fondées sur des considérations pratiques et tactiques. Il n'y a que très peu de Guadeloupéens qui mettent en doute le fait colonial en Guadeloupe. Et nombreux sont les Guadeloupéens qui apportent leur soutien moral aux indépendantistes, même si eux mêmes ont n'ont pas pris position pour l'indépendance.

Du côté des Noirs, hormis une minorité de petits bourgeois aisés qui bénéficie de quelques bonnes situations, ou tire parti de la situation coloniale, la masse de la population est démunie, dépossédée, pillée. La Guadeloupe, comme toute colonie, est dominée par des Européens Blancs et par les Békés.

Ceux-ci veulent convaincre la population qu'ils luttent pour une Guadeloupe paisible (en menaçant des gens de mort !) mais en réalité, ils luttent pour défendre leurs privilèges de caste. Et s'il y a peu de Guadeloupéens avec eux, c'est que parmi les Guadeloupéens, il y a très peu de possédants. Pour mettre des Noirs dans leurs rangs, ils sont contraints de payer quelques mercenaires malfrats ou voyous.

Leur force est d'avoir tout l'appareil d'état à leur service, tout l'appareil du colonialisme français. Le préfet, le procureur de la république, la présidente du conseil général, qui ont reçu le communiqué sans élever la moindre protestation sont implicitement leurs complices.

Visent-ils uniquement les indépendantistes ?

Ils visent aussi les syndicats, les travailleurs, tous ceux qui revendiquent contre les capitalistes. C'est ce que montre l'attitude d'un Viviès, ce capitaliste qui refusait de reprendre dans son entreprise un jeune Noir qui revient de faire son service militaire.

Et tout l'appareil judiciaire s'est trouvé du côté de Viviès. Le cousin du patron Viviès, le politicien blanc fasciste du même nom, a prêté main forte à son cousin.

La caste des Viviès possède en Guadeloupe 5 ou 6 super-marchés, et leurs acolytes blancs possèdent toute la zone de Jarry, les dépôts, les Grands Magasins. Jarry est une zone industrielle blanche.

Tous les conflits qui ont lieu ici se déroulent entre patrons et cadres blancs, et des travailleurs qui sont Noirs. Très rares sont les cas où dans une entreprise on trouve un cadre noir, et lorsque cela arrive, son emploi est précaire : il suffit qu'un parent ou ami d'un cadre blanc ait besoin d'un travail pour qu'on lui donne le poste, en mettant à la porte le Noir ou en lui donnant un poste subalterne !

Si les milieux racistes blancs réagissent aujourd'hui en menaçant les indépendantistes, c'est parce qu'ils voient que leur domination est menacée par les mouvements qui se sont fait jour.

Les Blancs sont minoritaires en Guadeloupe. Tous ceux qui vivent ici, Békés, Français de passage ou qui se sont établis, Pieds Noirs, ont-ils intérêt à ce qu'un comité des Blancs se mette à mener des actions contre les Noirs ?

Dans un tel cas, une riposte des Noirs ne se ferait certainement pas attendre. Les liens familiaux, amicaux, sont très forts dans la population. Si des indépendantistes sont touchés les représailles viendront de dizaines d'autres personnes.

Et si cela se produit, il n'y aura pas lieu de crier au racisme. Ceux qui menacent de tuer les indépendantistes ne sont pas dans leur droit. Tout ce qu'ils cherchent c'est à perpétuer leur domination et les privilèges ancestraux qu'ils ne veulent pas voir remis en question.

Aujourd'hui, des Noirs sont prêts à se battre et le droit est de leur côté. C'est le droit de ne pas accepter d'être des citoyens de 2e ou de 3e catégorie dans leur propre pays.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728